



Principe de base

- Un syndicat doit choisir ses délégués syndicaux (DS) parmi ses candidats aux élections CSE ayant obtenu au moins 10 % des suffrages au 1er tour (article L.2143-3 du Code du travail).
- Le candidat doit accepter librement cette désignation.

Exceptions prévues par la loi

Un syndicat peut désigner :

- Un candidat n'ayant pas atteint 10 %,
- Un ancien élu ayant atteint la durée maximale de mandat CSE (disposition transitoire),
- Ou un simple adhérent syndical de l'entreprise.

Mais seulement si :

- Aucun candidat ne remplit la condition des 10 %,
- Aucun candidat n'est encore présent dans l'entreprise,
- Ou si tous les candidats éligibles renoncent par écrit à leur droit d'être DS.

Décision du 22 janvier 2025 (Cass. soc., n°23-22216)

- Dans cette affaire, 28 candidats avaient renoncé par écrit avant le premier tour des élections.
- Le syndicat avait alors désigné un simple adhérent comme DS.
- La Cour de cassation a annulé la désignation :

Motifs :

- Une renonciation anticipée n'a aucune valeur juridique.
- On ne peut renoncer à un droit qui n'existe pas encore.
- Le droit prioritaire de désignation n'apparaît qu'après le 1er tour, lorsque le résultat (≥10 %) est connu.
- Ainsi, les renonciations avant scrutin sont nulles → les candidats restaient prioritaires.

Quand renoncer ?

- La renonciation doit intervenir après le 1er tour et avant la désignation d'un autre DS.
- Un seul candidat à 10 % refusant de renoncer suffit à bloquer la possibilité de désigner un simple adhérent.

Conclusion pratique

- La désignation d'un adhérent non candidat comme DS est possible uniquement en dernier recours, après confirmation écrite des renonciations post-électorales des candidats éligibles.
- La jurisprudence rappelle l'importance de la légitimité électorale pour la fonction de DS.

Références

*Référence : cassation sociale du 22 janvier 2025, n° 23-22216